

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/201064]

12 JANVIER 2024. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.17, § 3, alinéa 2, D. 241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.249, alinéas 1^{er} et 2, 3^o, et D.251;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, les articles 4, alinéa 2, 11, § 3, 12 et 28, § 2;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 octobre 2023;

Vu le rapport du 1^{er} décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 décembre 2023;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 14 décembre 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. À l'article 4, de l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « et 2^o » sont insérés entre les mots « alinéa 1^{er}, 1^o » et les mots « , sont autorisés »;

2^o dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « jusqu'à la fauche ou au pâturage suivant » sont abrogés.

Art. 2. Dans l'article 6, § 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots " jusqu'à la fauche ou au pâturage suivant " sont abrogés.

Art. 3. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « 1100 euros » sont remplacés par les mots « 1200 euros »;

2^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« En application de l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, l'aide n'est pas octroyée pour les terres arables désignées comme :

1^o " bandes extensives " (UG 4) par l'article 2, 4^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000;

2^o zones non productives en application de l'article 67, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023. ».

Art. 4. A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 2^o, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2^o, les mots " sur sa longueur " sont insérés entre les mots " enherbée est " et les mots " adjacente à ";

b) le 11^o est abrogé;

c) au 12^o, les modifications suivantes sont apportées :

i) les mots « l'activité agricole menée sur une » sont remplacés par les mots « la gestion du couvert de la »;

ii) le 12^o est complété par les mots « ou des caprins ».

2^o un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1^o, une surface de prairie permanente située le long d'un cours d'eau peut constituer une tournière enherbée si l'agriculteur démontre que la qualité de prairie permanente de la surface résulte d'une mise en œuvre anticipée de l'exigence prescrite à l'article D. 33/3, alinéa 4, du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau. »;

3^o à l'alinéa 4, les mots « alinéa 1^{er}, 11^o » sont remplacés par les mots « alinéa 1^{er}, 12^o ».

Art. 5. A l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots " 1600 euros " sont remplacés par les mots " 2000 euros »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« En application de l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, le montant de l'aide est réduit à 1200 euros par hectare pour les surfaces désignées comme zones non productives en application de l'article 67, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023. »

Art. 6. À l'article 12, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

" Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, une surface de prairie permanente située le long d'un cours d'eau peut constituer parcelle aménagée si l'agriculteur démontre que la qualité de prairie permanente de la surface résulte d'une mise en œuvre anticipée de l'exigence prescrite à l'article D. 33/3, alinéa 4, du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« En application de l'article 28, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques :

1° l'exigence prévue à l'alinéa 1^{er}, 2°, s'applique aux engagements souscrits avant le 1^{er} janvier 2023, pour la méthode n° 7 " parcelles aménagées " et la méthode n° 8 " bandes aménagées " prévues par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques, uniquement s'ils font l'objet d'une demande d'extension à partir du 1^{er} janvier 2023 et uniquement pour les parcelles faisant l'objet de la demande d'extension;

2° l'exigence prévue à l'alinéa 1^{er}, 4°, ne s'applique pas aux engagements souscrits avant le 1^{er} janvier 2023 pour la méthode n° 7 " parcelles aménagées " prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 septembre 2015 relatif aux aides agro-environnementales et climatiques. »

Art. 7. A l'article 15, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « , 100 euros par porc » sont insérés entre les mots « 200 euros par cheval » et « et 40 euros par mouton »;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une aide annuelle supplémentaire de 50 euros est octroyée par truie si une portée est enregistrée l'année considérée dans une classe de la section principale d'un livre généalogique de la race ».

Art. 8. A l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est complété par le d) rédigé comme suit :

« d) races porcines : porc piétrain. »;

b) au 4°, les mots ", d'au moins un an en ce qui concerne les porcs » sont insérés entre les mots « les bovins » et les mots " et d'au moins six mois en ce qui concerne les ovins. »;

c) au 6°, les mots « , de porcs » sont insérés entre les mots « de moutons » et les mots « ou de chevaux ».

2° l'alinéa 2 est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° les porcs piétrains. »;

3° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa 2, 3°, ne s'applique pas aux animaux inscrits dans une classe de la section annexe du livre généalogique concerné et présent en 2023 dans le troupeau de l'agriculteur. ».

Art. 9. Dans l'article 17 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« En application de l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, l'aide n'est pas octroyée pour les terres arables désignées comme :

1° " bandes extensives " (UG 4) par l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2011 fixant les types d'unités de gestion susceptibles d'être délimitées au sein d'un site Natura 2000.

2° zones non productives en application de l'article 67, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023. ».

Art. 10. A l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 5°, les mots « sans préjudice du 8°, » sont insérés avant les mots « l'utilisation de produits »;

b) au 6°, les mots « un hectare » sont remplacés par les mots « cinquante ares »;

c) l'alinéa est complété par les 8° et 9°, rédigés comme suit :

« 8° l'utilisation d'insecticides et de régulateurs de croissance est interdite toute l'année civile;

9° l'agriculteur procède à l'installation de plots à alouettes sur au moins 5

de la superficie de la parcelle ou à l'installation de deux perchoirs. ».

2° dans l'alinéa 2, les mots « et à condition que l'engagement ne fasse pas l'objet d'un renouvellement conformément à l'article 7, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l'aide aux mesures agro-environnementales et climatiques, » sont abrogés.

Art. 11. A l'article 19, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er} l'alinéa 2 est abrogé;

2° il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1/1. Si la charge en bétail moyenne est inférieure à 0,6 UGB par hectare de surface fourragère, l'aide est octroyée seulement pour la superficie de prairies nécessaire pour que la charge en bétail atteigne 0,6 UGB par hectare.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les exploitations comptabilisant uniquement des ovins ou des caprins dans leur charge en bétail moyenne, la charge en bétail minimale pour l'application du présent article est de 0,4 UGB par hectare de surface fourragère.

L'alinéa 2 ne s'applique pas à l'égard de l'agriculteur preneur engagé dans un contrat de pâturage au sens de l'article R. 211 du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau au cours de l'année civile de la demande d'aide.

Pour l'application du présent paragraphe, l'on entend par « agriculteur preneur », l'agriculteur dont une ou plusieurs parcelles de surfaces fourragères sont pâturées par les animaux d'un autre agriculteur. ».

Art. 12. A l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° la numérotation « § 1^{er}. » est abrogée;

2° les mots « § 1^{er} à 4, » sont insérés entre les mots « à l'article 28, » et les mots « de l'arrêté du Gouvernement ».

Art. 13. Dans le même arrêté, l'article 21, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, 4°, le mot « § 3, » est inséré entre les mots « l'article 28, » et les mots « alinéa 2, »;

2° l'alinéa 2 est abrogé;

3° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, 2°, l'utilisation d'engrais organiques ou de tout autre amendement organique autre que ceux produits par les animaux ayant servi à établir la charge en bétail est autorisée sur les prairies admissibles aux conditions cumulatives suivantes :

1° les surfaces sur lesquelles l'utilisation a lieu sont couvertes par un certificat, tel que prévu à l'article 35, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2018/848 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques, et abrogeant le règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil;

2° le taux de liaison au sol de l'exploitation, calculé l'année précédant celle de la demande de paiement, est inférieur ou égal à 0,6.

Le taux de liaison au sol pris en compte pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°, est celui du taux de liaison au sol global et du taux de liaison au sol en zone vulnérable visés aux articles R.210, § 4, et R.214, § 2, respectivement, du livre II du Code l'Environnement contenant le Code de l'Eau, présentant la valeur la plus élevée. »

Art. 14. A l'article 23, alinéa 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est abrogé;

2° l'alinéa est complété par le 3° rédigé comme suit :

« 3° des parcelles de surfaces agricoles visées à l'article 47, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023. »

Art. 15. A l'article 25 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et sur la base des résultats du bilan initial » sont insérés après les mots « superficie engagée »;

b) à l'alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées :

i) le 1° est abrogé;

ii) l'alinéa est complété par un 3° rédigé comme suit : « 3° les parcelles de surfaces agricoles visées à l'article 47, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023. ».

2° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) le texte de l'alinéa 2 actuel formera le paragraphe 3/1;

b) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

i) les mots « prévue au paragraphe 2 » sont insérés entre les mots « Aucune aide » et les mots « n'est octroyée »;

ii) l'alinéa est complété par les 3° et 4°, rédigés comme suit :

« 3° la somme des pourcentages suivants est supérieure à 10

:

a) le pourcentage exprimant l'augmentation de la superficie totale des parcelles engagées présentant un rapport COT/argile " défavorable " lors du bilan final par rapport au bilan initial;

b) le pourcentage exprimant la diminution de la superficie totale des parcelles engagées présentant un rapport COT/argile " favorable " lors du bilan final par rapport au bilan initial.

4° la somme des pourcentages suivants est supérieure à 20

:

a) le pourcentage exprimant l'augmentation de la superficie totale des parcelles engagées présentant un rapport COT/argile " défavorable " lors du bilan final par rapport au bilan initial;

b) le pourcentage exprimant la diminution de la superficie totale des parcelles engagées présentant un rapport COT/argile " favorable " lors du bilan final par rapport au bilan initial. ».

c) le paragraphe est complété par les alinéas 2 et 3, rédigés comme suit :

« En outre, dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, l'agriculteur rembourse conformément aux articles 97 et suivants de l'arrêté du gouvernement wallon du 13 juillet 2023 relatif aux contrôles, aux sanctions administratives et au recouvrement applicables aux interventions relevant de la politique agricole commune ainsi que dans le cadre de la conditionnalité le montant octroyé conformément au paragraphe 2 pour la quatrième année de l'engagement et la moitié du montant octroyé pour la troisième année de l'engagement.

En outre, dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, 4^o, l'agriculteur rembourse conformément aux article 97 et suivants de l'arrêté du gouvernement wallon du 13 juillet 2023 relatif aux contrôles, aux sanctions administratives et au recouvrement applicables aux interventions relevant de la politique agricole commune ainsi que dans le cadre de la conditionnalité le montant octroyé conformément au paragraphe 2 pour les deuxième, troisième et quatrième années de l'engagement. ».

Art. 16. Dans l'annexe 3, 2), b., du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le prélèvement et l'analyse du sol d'une parcelle pour sa teneur en carbone organique total ou sa teneur en argile granulométrique peuvent être réutilisés dans le cadre de la réalisation du bilan de la mesure « sols », pour autant qu'ils aient été faits conformément aux procédures prévues pour la mesure « sols », et que l'année de l'échantillonnage et de l'analyse soit la même que celle au cours de laquelle le bilan de la mesure « sols » doit être réalisé. ».

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Namur, le 12 janvier 2024.

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/201064]

12. JANUAR 2024 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen

Der Minister für Landwirtschaft beschließt

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, Verwaltung und Überwachung der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuchs für Landwirtschaft, insbesondere der Artikel D.4, D.17, § 3, Abs. 2, D. 241, D.242, Absätze 1 und 2, D.243, D.249, Absätze 1 und 2, 3^o, und D.251;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen, insbesondere der Artikel 4, Abs. 2, 11, § 3, 12 und 28, § 2;

Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen;

Aufgrund der am 16. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2023 in Übereinstimmung mit Artikel 3, 2^o des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 6. Dezember 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für den Haushalt;

Aufgrund der am 14. Dezember 2023 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von dreißig Tagen in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 2^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Art. 84, § 4, Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Folgendes:

Artikel 1 - In Artikel 4 des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen werden folgende Änderungen vorgenommen:

1^o In Paragraph 1, Absatz 2 werden die Worte "et 2^o" ("und 2^o") zwischen die Worte "alinéa 1^{er}, 1^o" ("Absatz 1, 1^o") und "sont autorisés" ("sind berechtigt") eingefügt;

2^o In Paragraph 2, Absatz 1 werden die Worte "jusqu'à la fauche ou au pâturage suivant" ("bis zur nächsten Mahd oder Beweidung") außer Kraft gesetzt.

Art. 2 - In Artikel 6, § 3, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Worte "jusqu'à la fauche ou au pâturage suivant" ("bis zur nächsten Mahd oder Beweidung") außer Kraft gesetzt.

Art. 3 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1^o In Absatz 1 werden die Worte "1100 euros" ("1.100 EUR") durch die Worte "1200 euros" ("1.200 EUR") ersetzt;

2^o Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"In Anwendung von Artikel 11, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen wird die Beihilfe nicht für Ackerland gewährt, welches wie folgt ausgewiesen ist:

1^o "extensive Streifen" (BE 4), durch Artikel 2, 4^o des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Festlegung der Verwaltungseinheiten, die innerhalb eines Natura 2000-Gebiets abgegrenzt werden können;

2° Nicht produktive Zonen in Anwendung von Artikel 67, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023. ”

Art. 4 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1, 2° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) In 2° werden die Worte "sur sa longueur" ("auf ihrer Länge") zwischen die Worte "enherbée est" ("begraste") und "adjacente à" ("grenzt an") eingefügt;

b) 11° wird außer Kraft gesetzt;

c) In 12° werden folgende Abänderungen vorgenommen:

i) Die Worte "l'activité agricole menée sur une" ("die landwirtschaftliche Tätigkeit auf") werden durch die Worte "la gestion du couvert de la" ("die Verwaltung der Bodenbedeckung der") ersetzt.

ii) 12° wird durch die Worte "ou des caprins" ("oder Ziegen") ergänzt.

2° ein wie folgt lautender Absatz wird zwischen die Absätze 1 und 2° eingefügt:

"In Abweichung von Absatz 1, 1° kann eine Dauergrünlandfläche, die entlang eines Wasserlaufs liegt, einen begrasten Wendestreifen darstellen, wenn der Landwirt nachweist, dass die Qualität der Dauergrünlandfläche das Ergebnis einer vorherigen Umsetzung der in Artikel D. 33/3, Absatz 4 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, beschriebenen Anforderung ist. ”

3° in Absatz 4 werden die Worte "alinéa 1^{er}, 11°" ("Absatz 1, 11^{oo}") durch die Worte "alinéa 1^{er}, 12°" ("Absatz 1, 12^{oo}") ersetzt;

Art. 5 - In Artikel 11 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Worte "1600 euros" ("1.600 EUR") durch die Worte "2000 euros" ("2.000 EUR") ersetzt;

2° ein wie folgt lautender Absatz wird zwischen die Absätze 1 und 2° eingefügt:

"In Anwendung von Artikel 11, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen wird die Höhe der Beihilfe für als nicht produktive Zonen ausgewiesene Flächen in Anwendung von Artikel 67, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 auf 1.200 Euro pro Hektar reduziert. ”

Art. 6 - In Artikel 12, § 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° ein wie folgt lautender Absatz wird zwischen die Absätze 1 und 2° eingefügt:

"In Abweichung von Absatz 1, 1° kann eine Dauergrünlandfläche, die entlang eines Wasserlaufs liegt, eine bepflanzte Ackerparzelle darstellen, wenn der Landwirt nachweist, dass die Qualität der Dauergrünlandfläche das Ergebnis einer vorherigen Umsetzung der in Artikel D. 33/3, Absatz 4 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, beschriebenen Anforderung ist. ”

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"In Anwendung von Artikel 28, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen:

1° Die in Absatz 1, 2° vorgesehene Anforderung gilt für Verpflichtungen, die vor dem 1. Januar 2023 für die Methode Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen" und die Methode Nr. 8 "bepflanzte Ackerstreifen" unterzeichnet wurden, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen vorgesehen sind, nur wenn sie Teil eines Verlängerungsantrags ab dem 1. Januar 2023 sind und nur für Parzellen, die Teil des Verlängerungsantrags sind;

2° Die in Absatz 1, 4° vorgesehene Anforderung gilt nicht für Verpflichtungen, die vor dem 1. Januar 2023 für die Methode Nr. 7 "bepflanzte Ackerparzellen" unterzeichnet wurden, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. September 2015 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen vorgesehen sind. ”

Art. 7 - In Artikel 15 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Worte "100 euros par porc" ("100 EUR je Schwein") werden zwischen die Worte "200 euros par cheval" ("200 EUR je Pferd") und "et 40 euros par mouton" ("und 40 EUR je Schaf") eingefügt;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Eine zusätzliche jährliche Beihilfe von 50 EUR pro Sau wird gewährt, wenn im betreffenden Jahr ein Wurf in einer Klasse der Hauptabteilung eines Stammbuchs der Rasse eingetragen wird."

Art. 8 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) 1° wird um d) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"d) Schweinerassen: Pietrain-Schwein. ”;

b) in 4° werden die Worte "d'au moins un an en ce qui concerne les porcs" ("wenn es sich um Schweine handelt, sind sie wenigstens ein Jahr alt") zwischen die Worte "les bovins" ("Rinder") und die Worte "et d'au moins six mois en ce qui concerne les ovins" ("wenn es sich um Schafe handelt, sind sie wenigstens sechs Monate alt") eingefügt;

c) in 6° werden die Worte ", de porcs" ("", Schweine") zwischen die Worte "de moutons" ("Schafe") und die Worte "ou de chevaux" ("oder Pferde") eingefügt.

2° Paragraph 2 wird durch 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° die Pietrain-Schweine. ”;

3° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Absatz 2, 3° gilt nicht für Tiere, die in einer Klasse der Nebenabteilung des betreffenden Stammbuchs eingetragen sind und sich 2023 in der Herde des Landwirts befinden. ”

Art. 9 - In Artikel 17 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“In Anwendung von Artikel 11, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen wird die Beihilfe nicht für Ackerland gewährt, welches wie folgt ausgewiesen ist:

1° “extensive Streifen” (BE 4), durch Artikel 2, 4° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Mai 2011 zur Festlegung der Verwaltungseinheiten, die innerhalb eines Natura 2000-Gebiets abgegrenzt werden können.

2° Nicht produktive Zonen in Anwendung von Artikel 67, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023. ”.

Art. 10 - In Artikel 18 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in 5° werden die Worte “sans préjudice du 8°” (“ungeachtet 8°”) vor den Worten “l’utilisation de produits” (“Verwendung von Pflanzenschutzmitteln”) eingefügt;

b) in 6° werden die Worte “un hectare” (“einem Hektar”) durch die Worte “cinquante ares” (“fünfzig Ar”) ersetzt;

c) der Absatz wird durch 8° und 9° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“8° die Verwendung von Insektiziden und Wachstumsregulatoren ist im gesamten Kalenderjahr verboten;

9° der Landwirt installiert Lerchenfenster auf mindestens 5

der Parzellenfläche oder zwei Sitzstangen. ”.

2° in Absatz 2 werden die Worte “et à condition que l’engagement ne fasse pas l’objet d’un renouvellement conformément à l’article 7, alinéa 2, de l’arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif à l’aide aux mesures agro-environnementales et climatiques” (“und unter der Bedingung, dass die Verpflichtung nicht Gegenstand einer Erneuerung gemäß Artikel 7 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über die Beihilfe für Agrarumwelt- und Klimaschutzmaßnahmen ist”) außer Kraft gesetzt.

Art. 11 - In Artikel 19 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird Absatz 2 außer Kraft gesetzt;

2° es wird ein Paragraph 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“ § 1/1. Wenn der durchschnittliche Tierbesatz unter 0,6 GVE pro Hektar Futterfläche liegt, wird die Beihilfe nur für die Grünlandfläche gewährt, die nötig ist, damit der Tierbesatz 0,6 GVE pro Hektar erreicht.

Abweichend von Absatz 1 liegt für Betriebe, die nur Schafe oder Ziegen in ihrem durchschnittlichen Tierbesatz erfassen, der minimale Tierbesatz für die Anwendung des vorliegenden Artikels bei 0,4 GVE pro Hektar Futterfläche.

Absatz 2 gilt nicht gegenüber überlassenden Landwirten, die einen Beweidungsvertrag im Sinne von Artikel R. 211 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, im Kalenderjahr des Beihilfeantrags eingegangen sind.

Zur Anwendung des vorliegenden Paragraphen versteht man unter “überlassendem Landwirt” einen Landwirt, dessen eine oder mehrere Parzellen von Futterflächen von den Tieren eines anderen Landwirten beweidet werden. ”.

Art. 12 - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Nummerierung “ § 1 ” wird außer Kraft gesetzt;

2° die Worte “ § 1^{er} à 4° ” (“ § 1 bis 4°”) werden zwischen die Worte “à l’article 28” (“Artikel 28”) und die Worte “de l’arrêté du Gouvernement” (“des Erlasses der Wallonischen Regierung”) eingefügt.

Art. 13 - In demselben Erlass werden in Artikel 21, dessen derzeitiger Wortlaut Paragraph 1 bilden wird, die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, 4°, wird das Wort “ § 3 ” zwischen die Worte “l’article 28,” (“Artikel 28,”) und die Worte “alinéa 2, ” (“Absatz 2,”) eingefügt;

2° Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt;

3° der Artikel wird durch einen Paragraph 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“ § 2. Abweichend von Paragraph 1, 2° ist die Verwendung von organischen Düngemitteln oder anderen organischen Bodenverbesserungsmitteln, außer denjenigen, die von den Tieren erzeugt wurden, die zur Berechnung des Tierbesatzes gedient haben, für beihilfezulässiges Grünland erlaubt, sofern alle folgenden Bedingungen erfüllt werden:

1° Die Flächen, auf denen die Verwendung stattfindet, werden durch ein Zertifikat abgedeckt, wie vorgesehen in Artikel 35, § 1 der Verordnung (EU) Nr. 2018/848 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 834/2007 des Rates;

2° der Anteil der Bodengebundenheit des Betriebs, der im Jahr vor dem Zahlungsantrag berechnet wurde, beträgt 0,6 oder weniger.

Der Anteil der Bodengebundenheit, der für die Anwendung von Absatz 1, 2° berücksichtigt wird, ist derjenige vom Gesamtanteil der Bodengebundenheit und dem Anteil der Bodengebundenheit in gefährdeten Zonen, gemäß Artikel R.210, § 4, und R.214, § 2, jeweils aus dem Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch enthält, mit dem höchsten Wert. ”

Art. 14 - In Artikel 23, Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° 1° wird außer Kraft gesetzt;

2° der Absatz wird durch 3° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“3° Parzellen mit landwirtschaftlicher Fläche gemäß Artikel 47, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023. ”

Art. 15 - In Artikel 25 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Paragraf 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 werden die Worte "et sur la base des résultats du bilan initial" ("und auf Basis der Ergebnisse der anfänglichen Bilanz") hinter die Worte "superficie engagée" ("gesamte Fläche") eingefügt;

b)° in Absatz 5 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

i) 1° wird außer Kraft gesetzt;

ii) der Absatz wird durch 3° mit folgendem Wortlaut ergänzt: "3° die Parzellen mit landwirtschaftlicher Fläche gemäß Artikel 47, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023. "

2° In Paragraf 3 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) der aktuelle Wortlaut von Absatz 2 wird Paragraf 3/1° bilden;

b) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

i) die Worte "prévue au paragraphe 2" ("gemäß Paragraf 2°") werden zwischen die Worte "Aucune aide" ("keine Beihilfe") und die Worte "n'est octroyée" ("gewährt") eingefügt;

ii) der Absatz wird durch 3° und 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° die Summe der folgenden Prozentsätze beträgt mehr als 10:

a) der Prozentsatz, der die Zunahme der Gesamtfläche der Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, mit einem Bericht TOC/Ton "ungünstig" bei der endgültigen Bilanz im Vergleich zur anfänglichen Bilanz ausdrückt;

b) der Prozentsatz, der die Abnahme der Gesamtfläche der Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, mit einem Bericht TOC/Ton "günstig" bei der endgültigen Bilanz im Vergleich zur anfänglichen Bilanz ausdrückt;

4° die Summe der folgenden Prozentsätze beträgt mehr als 20:

a) der Prozentsatz, der die Zunahme der Gesamtfläche der Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, mit einem Bericht TOC/Ton "ungünstig" bei der endgültigen Bilanz im Vergleich zur anfänglichen Bilanz ausdrückt;

b) der Prozentsatz, der die Abnahme der Gesamtfläche der Parzellen, die Gegenstand einer Verpflichtung sind, mit einem "günstigen" TOC/Ton-Verhältnis bei der endgültigen Bilanz im Vergleich zur anfänglichen Bilanz ausdrückt. "

c) der Paragraf wird durch die Absätze 2 und 3 mit den folgenden Wortlauten ergänzt:

"Darüber hinaus, in der Hypothese gemäß Absatz 1, 3°, erstattet der Landwirt gemäß Artikel 97 und folgende des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2023 über Kontrollen, Verwaltungsstrafen und die Beitreibung bei Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik sowie im Rahmen der Cross-Compliance-Regel den gewährten Betrag gemäß Paragraf 2 für das vierte Jahr der Verpflichtung und die Hälfte des gewährten Betrags für das dritte Jahr der Verpflichtung.

Darüber hinaus, in der Hypothese gemäß Absatz 1, 4°, erstattet der Landwirt gemäß Artikel 97 und folgende des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2023 über Kontrollen, Verwaltungsstrafen und die Beitreibung bei Interventionen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik sowie im Rahmen der Cross-Compliance-Regel den gewährten Betrag gemäß Paragraf 2 für das zweite, dritte und vierte Jahr der Verpflichtung. "

Art. 16 - In Anlage 3, 2), b. desselben Erlasses wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Die Probenahme und Analyse des Bodens einer Zelle zur Bestimmung des Gesamtgehalts an organischem Kohlenstoff und des Gehalts an granulometrischem Ton können im Rahmen der Erstellung der Bilanz der Maßnahme "Böden" wiederverwendet werden, sofern sie gemäß der vorgesehenen Verfahren der Maßnahme "Böden" durchgeführt wurden und die Probenahme und die Analyse in dem Jahr stattfanden, in dem die Bilanz der Maßnahme "Böden" erstellt werden muss. "

Art. 17 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2024 wirksam.

Namur, 12. Januar 2024

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/201064]

12 JANUARI 2024. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieueven klimaatmaatregelen

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor

plattelandontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.4, D.17, § 3, lid 2, D. 241, D.242, lid 1 en lid 2, D.243, D.249, lid 1 en lid 2, 3°, en D.251;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen, artikelen 4, lid 2, 11, § 3, 12 en 28, § 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 oktober 2023;

Gelet op het verslag van 1 december 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 december 2023;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale Overheid op 14 december 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2023, in toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van de mededeling van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4 van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 2, worden de woorden "en 2°" ingevoegd tussen de woorden "eerste lid, 1°" en de woorden ", zijn toegestaan";

2° in paragraaf 2, lid 1, worden de woorden "tot de volgende maaibeurt of begrazing" geschrapt.

Art. 2. In artikel 6, § 3, lid 1, van genoemd besluit worden de woorden "tot de volgende maaibeurt of begrazing" geschrapt.

Art. 3. In artikel 7 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, worden de woorden "1100 euro" vervangen door de woorden "1200 euro";

2° lid 2 wordt vervangen door het volgende:

"In toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen, wordt geen steun verleend voor bouwland dat is aangewezen als:

1° "extensieve stroken (BE 4) door artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000-locatie afgebakend zouden kunnen worden.

2° niet-productieve gebieden in toepassing van artikel 67, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023. "

Art. 4. In artikel 8 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, 2°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2°, worden de woorden "in de lengte" worden ingevoegd tussen de woorden "de met gras bezaaide perceelsrand grenst" en de woorden "aan ten minste één perceel";

b) 11° wordt geschrapt;

c) in 12° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

i) de woorden "de landbouwactiviteit die wordt uitgeoefend op een" worden vervangen door de woorden "het beheer van de bedekking van een";

ii) 12° wordt aangevuld met de woorden "of geiten".

2° tussen lid 1 en 2 wordt een lid ingevoegd dat is opgesteld als volgt:

"In afwijking van lid 1, 1°, kan een gebied met blijvend grasland gelegen langs een waterloop een wendakker met gras vormen indien de landbouwer aantoont dat de hoedanigheid van blijvend grasland van het gebied het gevolg is van een vervroegde toepassing van de eis van artikel D. 33/3, lid 4, van Boek II van het Milieuwetboek houdende het Waterwetboek. ";

3° in lid 4 worden de woorden "eerste lid, 11°" vervangen door de woorden "lid 1, 12°".

Art. 5. In artikel 11 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1, worden de woorden "1600 euro" vervangen door de woorden "2000 euro";

2° tussen lid 1 en 2 wordt een lid ingevoegd dat is opgesteld als volgt:

"In toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieu- en klimaatmaatregelen, wordt het steunbedrag beperkt tot 1200 euro per hectare voor land aangewezen als niet-productieve gebieden in toepassing van artikel 67, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Art. 6. In artikel 12, § 1, van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen lid 1 en 2 wordt een lid ingevoegd dat is opgesteld als volgt:

"In afwijking van lid 1, 1°, kan een gebied met blijvend grasland gelegen langs een waterloop een ingericht perceel vormen indien de landbouwer aantoont dat de hoedanigheid van blijvend grasland van het gebied het gevolg is van een vervroegde toepassing van de eis van artikel D. 33/3, lid 4, van Boek II van het Milieuwetboek houdende het Waterwetboek. ";

2° lid 2 wordt vervangen door het volgende:

"In toepassing van artikel 28, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen:

1° de eis bedoeld in lid 1, 2°, geldt voor verbintenissen aangegaan vóór 1 januari 2023, voor methode nr. 7 "ingerichte percelen" en methode nr. 8 "ingerichte stroken", zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende de agromilieue- en klimaatsteun, enkel indien zij het voorwerp uitmaken van een aanvraag tot verlenging met ingang van 1 januari 2023 en enkel voor percelen die het voorwerp uitmaken van de verlengingsaanvraag;

2° de eis bedoeld in lid 1, 4°, is niet van toepassing voor verbintenissen die vóór 1 januari 2023 zijn aangegaan voor methode nr. 7 "ingerichte percelen" zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 3 september 2015 betreffende de agromilieue- en klimaatsteun. "

Art. 7. In artikel 15 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden ", 100 euro per varken" worden ingevoegd tussen de woorden "200 euro per paard" en "40 euro per schaa";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid dat als volgt is opgesteld:

"Per zeug wordt jaarlijks een extra steunbedrag van 50 euro toegekend als in het betreffende jaar een nest wordt ingeschreven in een klasse van de hoofdafdeling van een stamboek van het ras."

Art. 8. In artikel 16 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 1° wordt aangevuld door een punt d) dat als volgt is opgesteld:

"d) varkensrassen: piétrainvarkens. ";

b) in 4° worden de woorden "van ten minste een jaar oud voor varkens" ingevoegd tussen de woorden "runderen" en de woorden "en ten minste zes maanden oud voor schapen. ";

c) in 6° worden de woorden ", varkens" ingevoegd tussen de woorden "van schapen" en de woorden "of paarden".

2° lid 2 wordt aangevuld door punt 4° dat als volgt is opgesteld:

"4° piétrainvarkens. ";

3° het artikel wordt aangevuld met een lid dat als volgt is opgesteld:

"Lid 2, 3°, is niet van toepassing voor dieren ingeschreven in een klasse van de bijgevoegde afdeling van het betreffende stamboek en die door de landbouwer worden gehouden in 2023. "

Art. 9. In artikel 17 van genoemd besluit wordt lid 2 vervangen door het volgende:

"In toepassing van artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen, wordt geen steun verleend voor bouwland dat is aangewezen als:

1° "extensieve stroken (BE 4) door artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2011 tot bepaling van de beheerseenheidstypes die binnen een Natura 2000. locatie afgebakend zouden kunnen worden.

2° niet-productieve gebieden in toepassing van artikel 67, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023. "

Art. 10. In artikel 18 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 5° worden de woorden "onverminderd 8°, is" ingevoegd voor de woorden "het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen op een perceel graan dat blijft staan, verboden";

b) in 6° worden de woorden "één hectare" vervangen door de woorden "vijftig are";

2° het lid wordt aangevuld door punten 8° en 9° die als volgt zijn opgesteld:

"8° gebruik van insecticiden en groeiregulatoren is het de hele kalenderjaar verboden;

9° de landbouwer voorziet over ten minste 5

van de oppervlakte van het perceel veldleeuwerikvensters of twee zitplaatsen. "

2° in lid 2 worden de woorden "en op voorwaarde dat de verbintenis niet wordt verlengd overeenkomstig artikel 7, lid 2, van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende steun voor agromilieue- en klimaatmaatregelen," geschrapt.

Art. 11. In artikel 19 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt lid 2 geschrapt;

2° het wordt ingevoegd in paragraaf 1/ 1 die als volgt is opgesteld:

"§ 1/ 1. Indien de gemiddelde veebezetting lager is dan 0,6 GVE per hectare voederareaal, wordt de steun slechts toegekend voor het areaal grasland dat nodig is om een veebezetting van 0,6 GVE per hectare te bereiken.

In afwijking van lid 1, geldt voor bedrijven die alleen schapen of geiten tot hun gemiddelde veebezetting rekenen, voor de toepassing van dit artikel een minimale veebezetting van 0,4 GVE per hectare voederareaal.

Lid 1 is niet van toepassing in het geval van een landbouwer-pachter die gedurende het kalenderjaar van de steunaanvraag een begrazingscontract in de zin van artikel R. 211 van Boek II van het Milieuwetboek houdende het Waterwetboek heeft gesloten.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt onder "landbouwer-pachter" verstaan een landbouwer van wie een of meer percelen voederareaal door dieren van een andere landbouwer worden begrast. "

Art. 12. In artikel 20 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de nummering " § 1^{er}. " wordt geschrapt;

2° de woorden " § 1 tot 4," worden ingevoegd tussen de woorden "overeenkomstig artikel 28," en de woorden "van het besluit van de Waalse Regering".

Art. 13. In genoemd besluit worden in artikel 21, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, de volgende wijzigingen aangebracht:

b) in lid 1, 4°, wordt het woord " § 3," ingevoegd tussen de woorden "artikel 28," en de woorden "lid 2,";

2° lid 2 wordt geschrapt;

3° het artikel wordt aangevuld met paragraaf 2 die als volgt is opgesteld:

" § 2. In afwijking van lid 1, 2°, is het gebruik van organische meststoffen of andere organische supplementen dan die welke door de voor de veebezetting gebruikte dieren worden geproduceerd, toegestaan op daarvoor subsidiabele graslanden onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° de oppervlakten waarop het gebruik plaatsvindt, zijn gedekt door een certificaat, zoals bepaald in artikel 35, lid 1, van Verordening (EU) nr. 2018/848 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 met betrekking tot de biologische productie en etikettering van biologische producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad;

2° het grondgebondenheidscijfer van het bedrijf, berekend in het jaar voorafgaand aan dat van de betalingsaanvraag, is kleiner dan of gelijk aan 0,6.

Het grondgebondenheidscijfer dat voor de toepassing van lid 1, 2°, in aanmerking wordt genomen, is dat van het totale grondgebondenheidscijfer en het grondgebondenheidscijfer in kwetsbare gebieden bedoeld in respectievelijk de artikelen R.210, § 4, en R.214, § 2, van Boek II van het Milieuwetboek houdende het Waterwetboek, met de hoogste waarde. "

Art. 14. In artikel 23, lid 2, van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° 1° wordt geschrapt;

2° het lid wordt aangevuld door 3° dat als volgt is opgesteld:

"3° percelen bouwland zoals bedoeld in artikel 47, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023."

Art. 15. In artikel 25 van genoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden "die bij de beginbalans wordt vastgesteld" ingevoegd na de woorden "voor de gehele vastgelegde oppervlakte";

1° in lid 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

i) 1° wordt geschrapt;

ii) het lid wordt aangevuld door punt 3° dat als volgt is opgesteld: "3° percelen bouwland zoals bedoeld in artikel 47, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023. "

2° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de tekst van het huidige lid 2 wordt paragraaf 3/1;

b) in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

i) de woorden "vermeld in paragraaf 2" worden ingevoegd tussen de woorden "geen steun" en het woord "verleend";

ii) het lid wordt aangevuld door punten 3° en 4° die als volgt zijn opgesteld:

"3° de som van de volgende percentages is groter dan 10:

a) de procentuele toename van de onder de verbintenis vallende percelen met een "ongunstige" TOK/klei-verhouding op de eindbalans ten opzichte van de beginbalans;

b) de procentuele afname van de onder de verbintenis vallende percelen met een "gunstige" TOK/klei-verhouding op de eindbalans ten opzichte van de beginbalans;

4° de som van de volgende percentages is groter dan 20:

a) de procentuele toename van de onder de verbintenis vallende percelen met een "ongunstige" TOK/klei-verhouding op de eindbalans ten opzichte van de beginbalans;

b) de procentuele afname van de onder de verbintenis vallende percelen met een "gunstige" TOK/klei-verhouding op de eindbalans ten opzichte van de beginbalans; "

c) de paragraaf wordt aangevuld met lid 2 en 3 die als volgt zijn opgesteld:

"Bovendien moet de landbouwer in het geval bedoeld in lid 1, 3°, overeenkomstig artikel 97 en volgende van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2023 betreffende de controles, administratieve sancties en terugvordering die van toepassing zijn op interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en in het kader van de conditionaliteit het overeenkomstig paragraaf 2 toegekende bedrag voor het vierde jaar van de verbintenis en de helft van het toegekende bedrag voor het derde jaar van de verbintenis terugbetalen.

"Bovendien moet de landbouwer in het geval bedoeld in lid 1, 4°, overeenkomstig artikel 97 en volgende van het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2023 betreffende de controles, administratieve sancties en terugvordering die van toepassing zijn op interventies in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en in het kader van de conditionaliteit het overeenkomstig paragraaf 2 toegekende bedrag voor het tweede, derde en vierde jaar van de verbintenis terugbetalen. "

Art. 16. In bijlage 3, 2), b. van genoemd besluit wordt lid 3 vervangen door het volgende:

"De bemonstering en analyse van de totale hoeveelheid organische koolstof of het granulometrische kleigehalte van de bodem van een perceel mogen opnieuw worden gebruikt in het kader van de balans voor de maatregel "bodem", op voorwaarde dat ze zijn uitgevoerd volgens de procedures die zijn vastgesteld voor de maatregel "bodem", en dat het jaar van bemonstering en analyse hetzelfde is als het jaar waarin de balans voor de maatregel "bodem" moet worden uitgevoerd. "

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

Namen, 12 januari 2024.

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/201063]

12 JANVIER 2024. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013;

Vu le Code Wallon de l'agriculture, les articles D.4, D.241 et D.242;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 octroyant une aide couplée au revenu aux agriculteurs pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, l'article 4, alinéa 2;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis;

Vu le rapport du 1^{er} décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 14 décembre 2023;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 décembre 2023;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 11 janvier 2023;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 27 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides couplées au revenu pour les cultures protéagineuses, les bovins femelles viandeux, les vaches mixtes, les vaches laitières et les brebis, l'article 1^{er} est modifié comme suit :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots « , implantées en culture pure ou en mélange entre elles, » sont abrogés;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, les cultures protéagineuses admissibles sont implantées en culture pure, en mélange entre elles ou avec des graminées, des céréales, des légumineuses ou d'autres protéagineux.

Dans le cas d'un mélange, celui-ci est composé de plus de 50 de cultures protéagineuses admissibles.

Pour l'application du présent article, la proportion de chaque espèce dans la composition du mélange est déterminée sur la base de la densité usuelle de leur de semis en culture pure, visée à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité. ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets 1^{er} janvier 2024.

Namur, le 12 janvier 2024.

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/201063]

12. JANUAR 2024 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Umsetzung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 für einkommensgekoppelte Beihilfen für Eiweißpflanzen, weibliche Fleischerinder, Kühe des Mischtyps, Milchkühe und Schafe

Der Minister für Landwirtschaft beschließt

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuchs über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241 und D.242;